

de l'Adresse auxquels il faisait allusion, et quand les documents seront soumis à la Chambre, ses déclarations seront pleinement corroborées.

L'honorable monsieur a parlé, en termes énergiques, des extravagances commises par le gouvernement en ce qui concerne le chemin de fer du Pacifique, et il a mentionné une résolution de feu sir George Cartier allant à dire que l'on ne devrait procéder à la construction de cette voie ferrée qu'en autant que les ressources du pays le permettraient. Tel était cet article du programme de l'administration dont je faisais alors partie. Telle est la règle que nous avons suivie tant que nous sommes restés au pouvoir, et c'est l'administration dont l'honorable monsieur était le chef qui s'est affranchie de cette règle en décidant que le gouvernement construirait toute la ligne et en engageant le gouvernement—d'après la convention passée avec lord Carnarvon—à continuer les travaux de la ligne et à en achever une grande partie dans un certain nombre d'années. Tel était le programme de l'administration de l'honorable monsieur. Sans calculer nos ressources, sans tenir compte des taxes dont cette entreprise rendrait l'imposition nécessaire et du fardeau qu'il aurait ainsi imposé au peuple, il engagea le gouvernement—comme gouvernement—et cet engagement comportait que le gouvernement achèverait la ligne, dépenserait deux millions par année à la Colombie britannique—autant que je me rappelle—et livrerait la ligne complète, à partir du lac Supérieur, en l'année 1890—soit une période de dix-neuf ans, et, aujourd'hui, l'honorable monsieur ne craint pas de dire que nous faisons des extravagances et que nous poussons les travaux trop vigoureusement. Or, nous ne faisons que compléter la ligne assez mal commencée par l'honorable monsieur lui-même, entre le lac Supérieur et la Rivière-Rouge. Nous avons aussi donné des contrats pour la construction de 127 milles du chemin à la Colombie britannique, et cela en nous conformant aux conditions des annonces par lesquelles l'honorable monsieur avait lui-même demandé des soumissions. L'honorable monsieur était-il sincère, oui ou non, lorsqu'il a demandé des soumissions pour construire 127 milles du chemin dans la vallée de la rivière Fraser, ou n'avait-il pour objet que d'influencer

les élections à la Colombie britannique ? Nous devons supposer que l'honorable monsieur avait l'intention de construire ces 127 milles à l'extrémité ouest du chemin du Pacifique. Aujourd'hui, nous exécutons le contrat que lui-même avait passé pour la section qui reliera le lac Supérieur à la Rivière-Rouge. Je ne crois pas que l'honorable monsieur s'oppose—du moins son organe, ou l'organe de l'opposition, le *Globe*, ne voit pas d'objection à construire un chemin de fer à bon marché pour traverser les prairies et favoriser ainsi une émigration rapide au Nord-Ouest. Tel est le programme du gouvernement à cet égard, et je ne vois pas qu'il y ait lieu de nous accuser d'extravagances ou de pousser trop vigoureusement les travaux, comme l'a fait l'honorable monsieur dans le discours qu'il vient de prononcer.

L'honorable monsieur trouve que le gouvernement actuel administre mal les affaires du Nord-Ouest en général, et celles des sauvages en particulier. Or, monsieur l'Orateur, nous avons constaté qu'à cet égard, le programme de la précédente administration était fort incomplet. Peut-être ne doit-on pas l'en blâmer, parce qu'il s'agit ici d'un pays immense où des questions nouvelles surgissent tous les jours. Il faut faire, si je puis ainsi parler, de l'administration expérimentale. J'admets que l'honorable député de Bothwell (M. Mills) avait sous son contrôle, une vaste région inexplorée, et que dès son entrée en charge, il eut à s'occuper de nouvelles questions. Mais j'affirme positivement que tous les changements que nous avons faits dans cette région étaient des améliorations recommandées par l'expérience au système administratif que nous avons trouvé en opération à notre arrivée au pouvoir. Mais l'honorable monsieur dit que nous avons envoyé au Nord-Ouest des agents peu convenables. Je ne sais pas que nous ayons commis pareille faute. Par erreur on a nommé un certain Gow, et du moment où l'erreur a été découverte, on a destitué cet individu. Je ne crois pas qu'on puisse mettre en doute les capacités et l'honnêteté d'aucun autre employé nommé depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. L'honorable monsieur demande ce qu'est devenu Gow. Je ne sais pas où il est, ni dans quelle partie du Nord-Ouest il pourrait bien être. Peut-être vit-il sous le même toit que M. Nixon,